



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

21 AVR. 2016

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Max LEYDIER

☎ : 04 72 61 37 84

Fax : 04 72 61 37 24

✉ : max.leydier@rhone.gouv.fr

ARRETE

imposant des prescriptions complémentaires à la société CREAMYSTYL ZI Les Granges II à THIZY-LES-BOURGS

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;
- VU le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône approuvé par le conseil général le 11 avril 2014 ;
- VU le rapport en date du 18 février 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 17 mars 2016 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 avril 2011 mettant en demeure la société CREAMYSTYL, pour son établissement de THIZY-LES-BOURGS, « Zone Industrielle les Granges II », de régulariser la situation administrative de son activité d'impression sur support polypropylène,

VU le dossier de demande d'autorisation présenté le 19 janvier 2012, n'ayant pas abouti ;

VU la visite du site réalisée le 8 juillet 2015 par l'inspection des installations classées ;

VU la déclaration du 16 novembre 2015 effectuée par la société CRESTYL, relative à la mise à l'arrêt de ses activités de THIZY-LES-BOURGS ;

CONSIDERANT que la visite de l'établissement, le 8 juillet 2015, réalisée par l'inspection des installations classées, a permis de constater que les travaux de mise sur rétention des cuves de solvants usagés et les pots d'encre vide n'ont pas été réalisés ;

CONSIDERANT, également, que l'exploitant stockait à l'extérieur du bâtiment, en plusieurs endroits du site, des déchets liquides ou pâteux et des pots d'encres solvantés sans rétention sur des surfaces peu ou pas imperméabilisées, où des traces de déversements ont été observées ;

CONSIDERANT, que ces constatations permettent de suspecter une pollution des sols dont l'étendue est inconnue ;

CONSIDERANT, donc, que ce site peut présenter des risques pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il apparaît nécessaire, afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'imposer à la société CRESTYL des mesures afin d'encadrer la cessation de ses activités et de préciser les conditions de remise en état du site de THIZY-LES-BOURGS ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-52 du code de l'environnement.

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1 - Objet

La société CRESTYL, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 9, avenue de la Pépinière à THIZY LES BOURG (69240), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance de celui-ci.

Article 2 - Mise en sécurité du site

L'exploitant procède à la mise en sécurité de ses installations. Les mesures de mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

Les justificatifs d'élimination des déchets dangereux et des équipements liés à l'utilisation de substances dangereuses sont conservés et transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3 - Usage futur du site

L'exploitant transmet au maire (ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme), avec copie au préfet, des plans du site et des études et rapports sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que les propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer ; il justifie de cette transmission au maire.

Article 4 - Étude historique et documentaire

Une étude historique et documentaire doit être réalisée. Elle comporte :

- l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation et les conditions de stockage des dépôts de déchets, etc.,
- une étude de la vulnérabilité des milieux aux contaminations chimiques d'origine anthropique, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie) et dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, etc.),
- un inventaire des cibles potentielles sur site et hors site. Cet inventaire inclura les usages qui font l'objet d'une mesure conservatoire liée à la pollution générée par le site (interdiction par arrêté municipal de consommation d'eau souterraine par exemple),
- une visite de terrain et de ses environs immédiats (hors site) pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires.

Article 5 - Diagnostics des impacts et investigations de terrain

Le terme impacts est entendu ici au sens d'une empreinte chimique de l'activité humaine sur les milieux (sols, eaux souterraines, air intérieur).

L'exploitant doit élaborer une stratégie d'investigation sur les différents milieux dans un premier temps sur site, puis au-delà en cas de suspicion de pollution hors site.

Cette stratégie, ou programme d'investigation, comprendra, notamment, la liste des substances recherchées dont le choix sera justifié, ainsi que les fréquences d'analyse, mais également les lieux d'implantation des différents ouvrages (piézomètres, piézairs, sondages) compatibles avec la présence de la canalisation de transport de gaz implantée à proximité du bâtiment.

Le cas échéant, concernant la surveillance des eaux souterraines, l'exploitant prévoira, sur l'ensemble du réseau, au moins une analyse semi-quantitative sur un spectre large de contaminant ubiquistes (HCT, COHV, ETM...), y compris des substances a priori sans lien avec l'activité passée du site, et ceci, afin de conforter l'étude historique.

Le nombre de points de mesure, d'échantillons et la fréquence de mesure devront être proportionnés aux enjeux, à l'ampleur des impacts et devront permettre d'appréhender l'ampleur des variations des teneurs dans le temps en ce qui concerne les milieux eau, gaz du sol et air intérieur.

5.1 - Sur site

Les investigations de terrain seront réalisées en fonction des résultats de l'étude historique et documentaire définie à l'article 4. Elles ont pour but d'identifier et délimiter spatialement les impacts.

Ces investigations porteront sur les sols en premier lieu. En fonction des conclusions de l'étude historique et documentaire, des investigations pourront également être menées sur les eaux souterraines.

L'absence de contrôle des nappes d'eaux souterraines devra être dûment justifié par l'exploitant sur la base d'un avis d'expert.

Les résultats seront représentés sous la forme d'un schéma conceptuel, le but étant de cerner les enjeux important à protéger ainsi que les modes de transfert depuis les sources sur site vers les cibles futures ou existantes sur site.

5.2 - Hors site (en cas d'impact/pollution révélé(e) ou suspecté(e) hors site)

Le cas échéant, l'exploitant réalise une interprétation de l'état des milieux (IEM) au sens de la circulaire du 8 février 2007 relative aux installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués. Son objectif est de s'assurer que les milieux étudiés hors site, s'ils sont impactés ou potentiellement impactés par l'activité du site, n'exposent pas les personnes à un risque sanitaire supplémentaire inacceptable par rapport à la gestion sanitaire mise en place pour l'ensemble de la population.

Les résultats seront représentés sous la forme d'un schéma conceptuel, le but étant de cerner les enjeux important à protéger ainsi que les modes de transfert depuis les sources sur site vers les cibles hors site.

Des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux exposition...) seront réalisées et complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

Les résultats de ces mesures seront comparées :

- à l'état initial de l'environnement,
- aux milieux naturels voisins,
- à des valeurs de gestion réglementaire.

Dans le cas où il n'est pas possible de comparer les résultats d'analyse à des valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires sera menée.

L'exploitant conclura quant à l'acceptabilité du risque sanitaire que son installation induit.

Article 6 - Propositions de mesures de gestion

À partir du schéma conceptuel, l'exploitant doit proposer les mesures de gestion qu'il mettra en œuvre pour :

- en premier lieu, supprimer les sources de pollution (sol ou eaux souterraines). La non suppression de certaines sources de pollution devra être justifiée sur la base d'une démarche « coût-avantage » prenant en compte les enjeux économiques, environnementaux et sanitaires,
- en second lieu, empêcher le transfert des polluants à l'appui d'une démarche « coût-avantage ».

Article 7 - Choix des prestataires - Étapes et délais de réalisation

Pour réaliser les études et diagnostics prescrits dans le présent arrêté, la société CRESTYL devra s'attacher les services d'un organisme certifié « LNE Service Sites et Sols Pollués » ou équivalent, dont le choix sera transmis à l'Inspecteur des Installations Classées pour information.

Préalablement au lancement des investigations, l'exploitant transmettra pour avis à l'inspection des installations classées le contenu du programme d'investigations.

L'exploitant transmettra dans les délais précisés ci après les actions ou les études requises par le présent arrêté :

- mise en sécurité : une semaine,
- usage futur du site : une semaine,
- transmission du programme d'investigations : 1,5 mois,
- transmission du diagnostic et de la caractérisation de l'état des milieux sur site à l'inspection des installations classées : 3 mois,
- transmission des mesures de gestion : 3 mois.

La réalisation de ces études repose sur un processus nécessairement itératif. L'exploitant est tenu, aux différents stades des études réalisées en application du présent arrêté, de compléter les études et investigations précédemment réalisées à partir du moment où ces compléments permettent d'améliorer la connaissance des phénomènes en jeu et/ou de l'état des milieux.

Article 8 - Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de THIZY-LES-BOURGS et à la direction départementale de la protection des populations – service protection de l'environnement – pôle installations classées et environnement, et pourra y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Article 10 - Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 11


Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de THIZY-LES-BOURGS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 9 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le **21 AVR. 2016**

Le Préfet,

Le Préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances


Xavier INGLEBERT